
Annonce de la vente de biens d'émigrés dans le district de Metz,
lors de la séance du 21 frimaire an II (11 décembre 1793)

Citer ce document / Cite this document :

Annonce de la vente de biens d'émigrés dans le district de Metz, lors de la séance du 21 frimaire an II (11 décembre 1793). In: Tome LXXXI - Du 16 frimaire au 29 frimaire an II (6 décembre au 19 décembre 1793) pp. 305-306;

https://www.persee.fr/doc/arcpa_0000-0000_1913_num_81_1_38469_t1_0305_0000_10;

Fichier pdf généré le 19/02/2024

Suit la lettre du contrôleur principal des messageries nationales (1).

Le contrôleur principal des messageries nationales, au citoyen Président de la Convention nationale.

« Paris, ce 20 frimaire, l'an II de la République française, une et indivisible.

« Citoyen Président,

« J'ai l'honneur de t'envoyer ci-joint la somme de 652 livres que je suis chargé de te faire passer de la part des conducteurs des messageries, pour subvenir aux besoins de nos frères d'armes, suivant l'engagement que j'en ai pris moi-même dans le sein de l'assemblée des représentants du peuple, lorsque j'étais conducteur des messageries. Je me fais et me ferai toujours gloire de contribuer à cette offrande patriotique. Je te prie, citoyen Président, de la faire agréer à la Convention nationale et de l'assurer de ma haine pour les tyrans et de mon amour pour la République, une et indivisible.

« Salut et fraternité.

« VIVIÉ. »

Les administrateurs du département du Pas-de-Calais font part à la Convention nationale que la commune de Bapaume vient d'offrir et de déposer dans le magasin du département 32 vestes, 26 paires de culottes, 28 paires de guêtres, 9 paires de draps, 8 habits ou capotes, une paire de bottes, 539 chemises, 31 aunes de toile grise, 159 paires de bas, 8 mouchoirs, 3 bonnets, 2 cols, 3 serviettes, 3 sacs en peau, 7 gibernes, 14 chapeaux, 11 paires de souliers vieux et 22 paires de souliers neufs.

Mention honorable, insertion au « Bulletin » (2).

Suit la lettre des administrateurs du département du Pas-de-Calais (3).

Les administrateurs du département du Pas-de-Calais, à la Convention nationale.

« Arras, 14 frimaire de l'an II de la République française, une et indivisible.

« Citoyens représentants,

« Nous vous adressons notre arrêté de ce jour relativement aux dons patriotiques faits par la commune de Bapaume, pour les braves défenseurs de la République.

« Le conseil d'administration du département du Pas-de-Calais,

« Ferdinand DUBOIS, président; GALAND, secrétaire général. »

Extrait des registres aux arrêtés du Conseil d'administration du département du Pas-de-Calais (1).

Séance publique du quatorze frimaire, l'an II de la République française, une et indivisible.

Le citoyen Carion, maire de la commune de Bapaume, dit qu'il est envoyé pour déposer, dans les magasins de l'administration, les dons patriotiques faits par les habitants de cette commune pour les braves défenseurs de la République, qui consistent dans trente-deux vestes, vingt-six paires de culottes, vingt-huit paires de guêtres, neuf paires de draps, huit habits ou capotes, une paire de bottes, cinq cent trente-neuf chemises, trente-une aunes de toile grise, cent cinquante-neuf paires de bas, huit mouchoirs, trois bonnets, deux cols, trois serviettes, trois sacs en peau, sept gibernes, quatorze chapeaux, onze paires de souliers vieux et vingt-deux paires de souliers neufs.

L'assemblée, ou le procureur général syndic, déclare qu'il sera fait mention de l'offre civique des citoyens de la commune de Bapaume; qu'une expédition du procès-verbal sera remise au citoyen Carion qui déposera les effets dans le magasin du département et que des autres expéditions seront adressées au comité central de la Convention nationale.

GALAND, secrétaire général.

Les administrateurs du district de Crépy préviennent la Convention nationale qu'ils envoient à la monnaie de Paris 143 marcs d'argenterie provenant des églises des communes d'Ognes, Thury-en-Valois, Rosoy, Lagny-le-Sec, Acy, Roberval, Bonneuil, Boullancy, Rouvres, Bethisy-Saint-Pierre, Duvy et Saint-Clément, dépendantes de ce district : les autres suivront cet exemple.

Mention honorable, insertion au « Bulletin » (2).

Les administrateurs du district de Metz écrivent à la Convention nationale qu'il ne leur reste presque plus à vendre des nombreux domaines dont la superstition avait enrichi des fainéants; qu'ils s'occupent de la vente des biens des émigrés; que, quoique l'ennemi soit sur leur frontière, le prix des ventes n'a aucun rapport avec les estimations; des objets estimés 2,948 livres ont été portés à 16,600 livres.

Insertion au « Bulletin » (3).

Suit la lettre des administrateurs du district de Metz (4).

Les administrateurs du district de Metz, à la Convention nationale.

« A Metz, le 14 frimaire de l'an II de la République française, une et indivisible.

« Citoyens représentants du peuple,

« Pendant que vous vous occupez d'assurer le bonheur des Français, de consolider la liberté et l'égalité, nous ne nous bornerons pas à

(1) Archives nationales, carton C 284, dossier 814.

(2) Procès-verbaux de la Convention, t. 27, p. 108.

(3) Archives nationales, carton C 284, dossier 814.

(1) Archives nationales, carton C 284, dossier 814.

(2) Procès-verbaux de la Convention, t. 27, p. 108.

(3) Procès-verbaux de la Convention, t. 27, p. 108.

(4) Archives nationales, carton C 284, dossier 824.

admirer vos décrets, nous les exécutons et nous employons tous les moyens que la loi a remis entre nos mains pour les faire respecter.

« Déjà il ne reste presque plus à vendre des nombreux domaines dont la superstition de nos pères avait enrichi les fainéants qui les trompaient, et les prix auxquels ils ont été portés marquent assez la confiance de nos concitoyens dans le succès de nos travaux.

Maintenant, citoyens représentants, nous nous occupons d'assurer à la République l'indemnité qu'elle doit trouver dans la vente des biens de ces hommes qui, en abandonnant leur patrie, espéraient y rentrer pour y dominer de nouveau et rendre au peuple les fers qu'il a brisés.

« Quoique les cohortes des tyrans soient pour ainsi dire à notre porte, que le théâtre de la guerre soit sur notre frontière, la confiance de nos concitoyens est telle que les premiers biens des émigrés qui ont été mis en vente ont été portés à un prix qui n'a aucun rapport avec les estimations.

« Ces estimations n'étaient que de 2,948 livres et la vente s'est portée à 16,600 livres. Nous continuons ces ventes, et nous sommes assurés que si toutes n'apportent pas autant de bénéfice, elles s'élèveront au moins au double des évaluations.

« Continuez, citoyens représentants, à affermir l'unité et l'indivisibilité de la République; ce sera en consacrant nos vœux et notre vie aux travaux qui sont notre partage que nous prouverons que nous sommes dignes de la confiance que l'on nous a accordée.

« Les administrateurs du district de Metz. »
(Cette lettre n'est pas signée).

Le conseil général et le comité de surveillance de Givet et Fort de la Montagne écrivent que les habitants de cette commune et des environnantes rendent hommage à la philosophie, en abjurant toutes les mœurs superstitieuses; ils envoient environ mille marcs d'argent, et invitent la Convention nationale à rester à son poste jusqu'à la paix.

Mention honorable, insertion au « Bulletin » (1).

Suit la lettre du conseil général et du comité de surveillance de Givet et Fort-de-la-Montagne (2).

Le conseil général de la commune et le comité de surveillance de Givet et Fort-de-la-Montagne, au Président de la Convention nationale.

« Givet, 10 frimaire, l'an II de la République française, une et indivisible.

* Citoyen Président,

« La voix de la raison et de la vérité s'est fait entendre dans nos cantons, et quoique éloignés du centre des lumières, nous avons ressenti son influence qui a dissipé les ténèbres

des préjugés dont nous pouvions être encore enveloppés. Les habitants des communes de Givet, Fort-de-la-Montagne et environnantes, se sont empressés de rendre leur hommage à la philosophie, en abjurant toutes les mœurs superstitieuses qui couvraient l'idole de l'ineptie et de l'imposture.

« Le conseil général de la commune de Givet et Fort-de-la-Montagne, le comité de surveillance qui y est établi et la Société populaire ont, par la seule force de l'opinion, déterminé tous les vrais républicains à rompre les liens qui les gênaient, en se livrant à cet élan majestueux qui, des Français esclaves, en ont fait des hommes dignes d'habiter le sol de la liberté.

La lumière a paru, et de son jour tous les prestiges de la superstition ont été anéantis, et tous les joujoux du fanatisme ont quitté leurs cavernes religieuses pour venir préalablement établir leur domicile tant à la maison commune, qu'au comité de surveillance. Nous vous envoyons environ mille marcs d'argent qui en proviennent, et nous vous exprimons le vif désir de nos braves habitants, en vous demandant de faire changer leur costume mystique en habit de vrai républicain.

Deux caisses mises à ton adresse te parviendront en même temps que la présente, et nous profitons de cette occasion pour te prier d'être notre interprète auprès des représentants du peuple, et leur témoigner notre reconnaissance et le vif désir de les voir à leur poste jusqu'à la paix.

« Salut et fraternité.

« Le conseil général de la commune et le comité de surveillance de Givet et Fort-de-la-Montagne. »
(Suivent 16 signatures.)

Le citoyen Berle, commissaire du conseil exécutif au Havre, fait part à la Convention nationale qu'un jeune volontaire d'un bataillon qui s'embarquait pour Honfleur, étant tombé dans la mer, le capitaine Pery, commandant l'avis *L'Armande* (*P'Armande*), se jette aussitôt tout habillé dans cet élément, et reparait trois minutes après avec l'objet qui l'y avait fait précipiter; le jeune volontaire est rappelé à la vie, et se rembarque avec ses camarades: on sollicite en vain Pery de faire connaître cette action à la Convention nationale; il s'y refuse, en disant qu'il n'a fait que son devoir, que le succès l'en a bien amplement payé.

Mention honorable, insertion en entier de la lettre au « Bulletin », renvoyé au comité d'instruction publique pour l'action de courage, et au ministre de la marine pour l'avancement du citoyen Pery (1).

COMPTE RENDU du *Bulletin de la Convention* (2).

Le citoyen Berle, commissaire du pouvoir exécutif, chargé de mission importante, fait part à la Convention nationale d'un trait de courage dont voici les détails:

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 27, p. 108.

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 27, p. 108.
(2) *Archives nationales*, carton C 284, dossier 814.

(2) *Supplément au Bulletin de la Convention nationale* du 1^{er} jour de la 3^e décade du 3^e mois de l'an II (mercredi 11 décembre 1793).